

## 7 milliards d'êtres humains : une planète vivable?

Olivier Nouaillas, Audrey Steeves et Laurent Grzybowski - publié le 28/10/2011

Le 31 octobre, la population mondiale franchira un seuil. Zoom sur les enjeux humains et écologiques dont dépend notre survie.



© Marc Vauxhall / flickr

La date est autant artificielle que symbolique. Le 31 octobre prochain, l'Onu devrait annoncer que la planète a franchi le cap de 7 milliards d'habitants. Et ce n'est pas fini : la plupart des démographes s'accordent à reconnaître que nous serons au moins 9 milliards à l'horizon 2050.

Des chiffres vertigineux qui posent des questions dérangeantes et souvent éthiques. Face à ce que certains appellent une « bombe démographique », faut-il réguler les naissances ? Et, si oui, de quelle façon ? Autoritairement, comme en Chine avec la politique de l'enfant unique qui entraîne de nombreuses dérives ? Ou en misant plutôt sur l'éducation des femmes et la responsabilisation des couples ? Et alors que la Corne de l'Afrique connaît de nouveau une sévère famine, pourra-t-on également nourrir tout le monde ? Et ne risque-t-on pas d'aggraver les déséquilibres écologiques en surexploitant ressources naturelles et terres arables sur une planète déjà mal en point ?

Notre enquête montre que, face à ces multiples défis, le partage plus équitable des richesses est, à défaut d'une recette miracle, une des conditions indispensables pour les relever. Plus que jamais, il nous paraît urgent d'être fraternels, sobres et solidaires, à 7 milliards d'humains...

### La bombe démographique

Garder le cap et rester vigilant. Face à une Terre de plus en plus peuplée, le Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap) invite les États à maintenir leurs efforts pour diminuer la croissance démographique. Dans son dernier rapport, rendu public le 26 octobre, l'organisation internationale pointe en effet plusieurs pays dont les taux de natalité diminuent moins vite que prévu. En Égypte par exemple, le nombre d'enfant par femme qui avait beaucoup baissé entre 1950 et les années 2000 (passant de 6,3 à 3), semble atteindre un seuil. Ainsi, dans ce pays où les ressources en eau sont limitées, le passage à 2,1 enfants, initialement prévu pour 2017, n'interviendrait pas avant 2030... Pour le Fnuap, les États doivent donc continuer à promouvoir

une régulation des naissances, notamment en facilitant l'accès des femmes à une planification familiale.

Cette volonté de restreindre le nombre de naissances ne date pas d'hier. Elle était déjà au cœur des discussions en 1954 à Rome, lors de la première conférence des Nations unies pour la population. Les participants s'inquiétaient alors d'une croissance « accélérée » de la population mondiale, notamment dans les pays que l'on désignait par « tiers-monde », remettant au goût du jour les théories antinatalistes de l'économiste britannique du XIXe siècle Thomas Malthus. C'est dans ce contexte d'urgence que certains pays ont entrepris dès les années 1960 des politiques coercitives de contrôle des naissances. Avec plus ou moins de succès. Ainsi, en Chine, la politique de l'enfant unique aurait, d'après les autorités, empêché la naissance de 300 millions d'individus. En Inde, en revanche, bien qu'on ait déplacé les centres de planification jusque dans les campagnes, cette politique n'a pas connu la même réussite.

Au-delà de cette inégale efficacité, ce sont les enjeux éthiques de ces politiques qui ont rapidement fait débat. Souvent synonymes de stérilisation et d'avortement forcés aux conséquences physiques et psychologiques graves, elles ont également entraîné des effets pervers durables comme le déséquilibre entre les sexes. Actuellement, on compte en Inde un peu moins de 914 filles pour 1 000 garçons. Autant de dérives qui ont offert des arguments de choix à ses détracteurs... à commencer par le Vatican, qui cherchait alors à discréditer toute forme de planification familiale. Ainsi, en 1994, lors de la Conférence du Caire sur la population et le développement, Jean Paul II a-t-il dénoncé haut et fort « le projet de mort systématique d'enfants non nés » que représentait la régulation des naissances, et argué qu'il y avait « suffisamment de place à la table du festin pour tous les invités ». Une intransigeance qui avait alors heurté de nombreux fidèles. Dix-sept ans plus tard, quelle attitude l'Église catholique affiche-t-elle face à cette croissance toujours constante de la population ? « Tout enfant est un don de Dieu, dit le père Brice de Malherbe, enseignant à la faculté Notre-Dame. Pour autant, l'Église n'est pas hostile au principe de planification familiale », du moment qu'elle promeut des méthodes naturelles. Ainsi, pour lui, « les catholiques ne sont pas plus bêtes que les autres et savent prendre en compte les conditions économiques et sociales dans leurs projets familiaux, même si leur foi les porte à une espérance au-delà des calculs humains ». Autrement dit, le nombre d'enfants doit relever in fine de la responsabilité parentale et non des États.

Plus récemment, le débat a rebondi avec l'émergence d'un courant antinataliste, chez certains écologistes, toutefois minoritaires. Représentés aux États-Unis par l'ancien vice-président Al Gore et en France par le député Vert Yves Cochet, ils proposent de suspendre les allocations familiales à partir du troisième enfant afin de décourager les parents d'en avoir trop. Selon eux, un bébé du « Nord » pollue et consomme dix fois plus que son petit cousin du « Sud ». Un argument contesté par d'autres écologistes mais aussi l'Église : « Cela réduirait l'enfant à une donnée d'un calcul, plus ou moins égoïste. Lier la survie de la planète au nombre d'enfants est un discours simpliste », estime quant à lui Brice de Malherbe, tout en reconnaissant que cette préoccupation écologique « légitime » a même été rappelée par Benoît XVI récemment en Allemagne.

Planifier les naissances ou pas : telle n'est pas forcément la question, pour les démographes. S'appuyant sur les baisses de natalité de pays comme la Thaïlande, l'Iran ou le Brésil n'ayant pas mis en place de politique coercitive, ils montrent que c'est d'abord le niveau de développement et l'accès des femmes à l'éducation qui est déterminant. « Dès que les filles vont à l'école et acquièrent une qualification, elles souhaitent exercer un métier tout en ayant des enfants, ce qui est difficile avec une famille nombreuse », explique Gilles Pison, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Ined). Un levier efficace et qui semble pouvoir mettre tout le monde d'accord. Reste encore un défi majeur : partager au mieux les ressources offertes par la Terre entre les 7 milliards et bientôt 9 milliards d'individus.

## **Nourrir la planète**

Pourra-t-on nourrir 9 milliards d'humains en 2050 ? L'interrogation hante les nuits des responsables de la politique alimentaire mondiale. Ils sortent leur calculatrice et s'arrachent les cheveux. À l'heure où la famine touche 12 millions de personnes dans la Corne de l'Afrique, les projections démographiques mondiales des Nations unies insistent sur la nécessité de faire de l'alimentation une vraie priorité. La question n'est pas neuve. À la fin des années 1960, la population mondiale ne comptait encore que 3 milliards d'habitants,

mais son taux de croissance était au plus haut et l'on s'inquiétait déjà des perspectives d'avenir : on imaginait mal la planète capable d'accueillir, 50 ans plus tard, 7 milliards d'individus. C'est pourtant le cas aujourd'hui.

« Notre planète peut largement nourrir tout le monde », affirme d'emblée Jean Ziegler, rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation de 2000 à 2008, et aujourd'hui vice-président du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'Onu. Selon lui, « le problème n'est pas démographique, mais politique ». Auteur d'un ouvrage très stimulant qui vient tout juste de paraître : Destruction massive. Géopolitique de la faim (Seuil), ce professeur de sociologie dresse un violent réquisitoire à l'adresse des puissances occidentales et des trusts agroalimentaires, jugés coupables d'affamer des populations entières au nom même de leurs intérêts économiques et de la sacro-sainte loi du marché. « La faim n'est pas une fatalité. Si nous le voulions, la Terre serait capable de nourrir 12 milliards d'êtres humains. »

Une conviction partagée par Marion Guillou, présidente de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), qui aborde la question sous un autre angle, celui de la recherche et de l'innovation agronomique. Pour elle, il n'y a aucun doute, « le défi peut être relevé à condition de changer nos comportements et d'investir dans une agriculture qui soit à la fois productive et durable ». Elle l'affirme : « Si nous voulons nourrir l'humanité, tout en préservant la planète, l'agriculture en 2050 ne sera pas le simple prolongement de l'agriculture d'aujourd'hui. » Dans un livre parfaitement documenté, 9 Milliards d'hommes à nourrir, paru récemment (François Bourin éditeur), cette polytechnicienne présente de manière très étayée deux scénarios possibles.

Le premier, nommé « Agrimonde GO » (pour « Global Orchestration »), est un scénario d'augmentation de la production agricole de 80 %, qui s'appuie sur la croissance économique et les innovations scientifiques et technologiques : la consommation alimentaire et la production augmentent, notamment par le biais de rendements à la hausse, à l'aune de ce qui s'est passé depuis l'après-guerre. Revers de la médaille, ce processus conduit à aggraver l'état de la planète.

Le second, Agrimonde 1, propose d'augmenter la production de 25 % seulement, en rupture avec les tendances actuelles. Ici, le monde peut être nourri grâce à des systèmes agricoles durables et solidaires, sur les plans de l'économie, du social et de l'environnement qui reposent sur des technologies de production plus écologiques.

La croissance des rendements, plus faible en moyenne que celle du scénario Agrimonde GO, se fonde sur une diversité des sources. « L'innovation est plurielle et tire profit des savoirs locaux, valorisant les services rendus par les écosystèmes », explique Marion Guillou. « Elle privilégie des choix technologiques permettant de limiter les impacts négatifs de l'agriculture sur l'environnement : les émissions de gaz à effet de serre diminuent, les ressources sol et eau sont mieux protégées, la biodiversité est préservée. » Pour la présidente de l'Inra, « il faudra aussi revoir nos comportements individuels et collectifs. Dans les pays riches, près d'un tiers de la nourriture est perdu ou gaspillé aux stades de la transformation, de la distribution et de la consommation finale. Il faudra également revoir nos habitudes alimentaires ». La consommation de viande est concernée en premier lieu, car sa production requiert beaucoup de protéines végétales, tandis que les ruminants émettent une quantité significative de méthane, un gaz à effet de serre plus nocif encore que le CO<sub>2</sub>. Suivant les standards de consommation américains, les récoltes actuelles de céréales ne nourriraient que 2,5 milliards de personnes. Le régime indien permettrait, en revanche, d'en nourrir 10 milliards avec la même production. Reste la question de la répartition des ressources agricoles, sachant que tous les pays ne disposent pas des mêmes atouts.

« L'autonomie alimentaire est une illusion dans certaines zones du monde, explique Marion Guillou. Encore plus qu'aujourd'hui, les échanges internationaux de produits agricoles et agroalimentaires seront une nécessité. Dans cette perspective, les pays devront s'entendre pour mettre en place des dispositifs de sécurisation des échanges, assurer la sécurité alimentaire des populations et limiter les fluctuations excessives des cours agricoles. » Plus que jamais s'impose l'idée que cela ne pourra réellement se faire que dans le cadre d'une gouvernance mondiale. « C'est le seul moyen, renchérit finalement Jean Ziegler, de lutter contre la spéculation boursière, contre l'utilisation de biocarburants et contre l'accaparement des terres par quelques multinationales bien plus intéressées par leurs profits que par le sort de l'humanité. »